

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un projet de l'UE: Abus sexuel par l'école

Au lieu de rendre enfin justice à la mission éducative obligée par la loi

ab./ev./ef. Dans les années 90, on laissait tout aller parce que c'était prisé comme progressif et ouvert au monde: on prônait la libre consommation publique de drogues; on prisait les coffee shops hollandais comme centres de bonheur jusqu'au moment où la réalité du Platzspitz et de la gare du Letten à Zurich ramenât la Suisse à la raison.

Les coûts pour la police, la justice, les travailleurs sociaux ainsi que pour les cures de désintoxication dans des services spéciaux des hôpitaux psychiatriques, les psychothérapies et la réhabilitation – souvent de 5 à 10 ans – n'ont jamais été calculés et ne le seront probablement jamais. Dans le sillage de cette gigantesque manipulation sociale vint la réforme de l'école: A nouveau, c'était Zurich le précurseur. Les citoyens devaient apprendre que le successeur du directeur de l'Éducation, *Gilgen*, serait *Ernst Buschor*, un homme issu de l'économie. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on apprit qu'il figurait comme lien avec la *Fondation Bertelsmann*.

Dès le début, beaucoup de choses auraient pu sauter aux yeux: en Allemagne, les réformes illogiques, non orientées selon les élèves, avaient pris leur départ en 1988 au ministère de l'Éducation en Rhénanie

«Quelques-unes des nations industrielles les plus importantes du monde, surtout la Russie et l'Allemagne, vont perdre un pourcentage relativement élevé de leur population.

[...]

Dans le passé, la perte d'une partie de la population représentait en général une perte de pouvoir. Cela va aussi être le cas de l'Europe.»

George Friedman:
«Les 100 ans à venir»

«Les Etats-Unis n'ont pas besoin de gagner des guerres. Il leur suffit de déséquilibrer l'autre partie en l'empêchant de devenir assez forte pour représenter un danger.»

George Friedman: «Les 100 ans à venir»

Cela vaut aussi pour la question démographique.

du Nord-Westphalie (Institut du Land pour l'École et la Formation continue à Soest; projet d'«organisation de la vie scolaire et ouverture de l'école»). C'était l'âpreté du langage politique des fonctionnaires qui sautait aux yeux et qui laissait deviner qu'ils avaient un vent dans le dos venant de plus loin. Ce fut d'abord la Rhénanie du Nord-Westphalie, puis Hambourg et Berlin, qui ont été choisis comme champs d'application. Quelques années plus tard, la *Fondation Bertelsmann* en prit la direction. Le niveau fut baissé radicalement et le plus grand nombre d'élèves possible furent empaquetés dans des collèges gigantesques. Cela aussi, on nous l'a «refilé» comme progressiste, à nous, les Suisses.

On devra, dans un avenir prochain, créer des musées scolaires dans tous les cantons pour rappeler qu'on avait, avant 1990, des jeunes hautement motivés pour l'*École polytechnique fédérale* (EPF) et les études de médecine. Les bacheliers d'alors n'avaient pas peur d'être «éjectés» lors de leur premier cycle propédeutique, pour manque de connaissances en maths, physique et chimie. On doit aussi rappeler que ce furent nos manuels suisses, depuis le primaire, qui rendirent possible l'organisation logique de la pensée. En Allemagne, c'était probablement la même chose.

Dans le «Wallstreet Journal» du 5 décembre 2005, *Milton Friedman* a exigé: «The states objective would be better served by a competitive educational system than by a government monopoly. [...] As in other industries, such a competitive free market would lead to improvements in quality and reductions of cost.» («L'objectif de l'État serait mieux servi avec un système de formation organisé de façon concurrentielle qu'avec le monopole de l'État. [...] Comme dans d'autres industries, un tel marché concurrentiel et libre mènerait à une amélioration de la qualité et une baisse des coûts.»)

Au lieu de «l'amélioration de la qualité», nous avons depuis plus de dix ans déjà, en Allemagne et en Suisse, un abaissement constant du niveau de la formation et, au lieu d'une «réduction des coûts», il faut des sommes énormes des prises en charge particulières et des thérapies. Les écoles supérieures spécialisées, qui ont la charge de la formation, continuent à serrer la vis avec la réforme, sans égards pour les pertes. Un arrêt du processus et l'aveu que la recommandation des «Chicago Boys» était le mauvais chemin, le mauvais but, auraient été beaucoup plus honnêtes. Les institutions responsables de formation doivent absolument être

mis à contribution et suffire à la mission éducative obligée par la loi.

Au lieu de cela, l'*Office fédéral de la Santé publique* se permet de porter atteinte à la souveraineté scolaire des cantons et d'entretenir avec de l'argent fédéral, d'un montant de 1 343 000 francs suisses, un département spécialisé auprès de l'École supérieure pédagogique de la Suisse centrale, qui veut enfler à la Suisse une éducation sexuelle plus que douteuse à partir de l'entrée à la maternelle, c'est-à-dire dès l'âge de 4 ans.

Les premières offensives débutèrent tôt dans les années 90. Dans le fouillis confus de la politique qui s'occupait des jeunes et de l'éducation, surgirent les premières brochures éditées par la direction de l'Éducation zurichoise: «Les homos proches des gens», qui furent distribuées dans les classes scolaires – sans présence des professeurs principaux ou d'un autre représentant de l'établissement – et qui devaient rendre possible le «coming out» de l'homosexualité.

Sous *Gilgen*, on croyait encore que cela pouvait être attribué à des faiblesses personnelles de la direction de l'Éducation. Mais comme on peut le voir aujourd'hui, c'était là une perspective trop optimiste.

Depuis que les pays européens sont traités par les techniques du «Social engineering» provenant du département du «soft-power» de l'UE et des USA, les mêmes offensives ont un tout autre poids: L'UE comme puissance satellite n'a pas honte de dicter la sphère intime et personnelle du particulier et de la famille – et ainsi de tous les citoyens – au lieu de s'occuper des problèmes réels des pays. Peut-être que c'est la raison pour laquelle tout est en train de faire faillite parce qu'un *Monsieur Osterwalder* à Dübendorf, et un *Monsieur Dutroux* en Belgique, ont été en quelque sorte des soutiens du pouvoir.

Pour que ni père et mère ni aucun citoyen – également en Suisse – ne se fassent d'illusions sur le contenu des «Sexkoffer» (mallettes d'éducation sexuelle), nous avons demandé au magazine «Compact» de nous laisser publier son article «Schulfach Schwul», soit: «Matière scolaire: homo». •

Matière scolaire: homo

par *Josefine Barthel*

A Berlin, les élèves de l'école primaire doivent apprendre que la famille traditionnelle est dépassée et qu'on doit choisir, selon son goût, son propre sexe. L'homosexualité est entraînée par des jeux de rôle.

On boucle une valise. Ce n'est pourtant pas pour les vacances scolaires, pour trouver un monde intact et plein de soleil. La valise dont il s'agit est faite vers la fin de ces vacances, pour être utilisée au début de l'année scolaire, dans les écoles primaires de Berlin. Elle n'em-mène pas les élèves sur des prairies en fleur ni pour bâtir des châteaux en Espagne, alors qu'ils sont couchés dans l'herbe en écoutant le chant des oiseaux. Cette valise emmène les élèves dans les abîmes de la sexualité du monde des adultes, celle qu'eux-mêmes n'arrivent pas vraiment à gérer, celle où ils n'aiment pas se voir eux-mêmes et surtout où ils n'aiment pas être vus.

La «mallette de médias», créée par la so-disant «Bildungsinitiative Queer» (Initiative d'éducation en travers) à l'initiative de l'administration rouge-rouge du Sénat, contient 25 livres et un jeu de mémoire. Elle est supposée «transmettre une image plus variée de

la famille». Dans cette perspective, il s'agit tout d'abord de démonter et de ridiculiser la famille traditionnelle. On trouve ainsi dans l'un des livres le passage suivant: «Il y a très longtemps, la plupart des familles se présentaient, dans les livres, selon le modèle que voilà: un papa, une maman, un petit garçon et une petite fille.» Ah bon. C'était il y a très, très longtemps et ce n'est donc plus le cas aujourd'hui? Ou est-ce que, là aussi, c'est le vœu qui fait naître l'idée que la famille ne doit plus avoir cet aspect-là?

Il y a, dans la mallette, un livre particulièrement rigolo. Dans le style des frères *Grimm*, on raconte l'histoire du prince héritier qui doit se marier. On cherche donc une princesse. Mais aucune ne plaît au prince héritier. Les prétendantes les plus diverses se présentent, sans succès. Ni celle du Texas, ni celle du Groenland, ni celle d'Inde. Puis c'est la princesse *Liebegunde* qui se présente. Là non plus, rien ne va. Finalement, le prince héritier désireux de se marier tombe amoureux du frère de *Liebegunde*, du prince *Herrlich* («le Magnifique»). Un mariage somptueux est arrangé. Le roi et le roi règnent ensemble sur le pays. Le message: L'hétérosexualité est dépassée,

mais ce qui reste valable, c'est qu'au sein de la haute noblesse, on reste entre soi. Par rapport à cela, le conte de «Cendrillon» est progressiste.

Dans un autre livre, on explique aux élèves de première année comment se fait la reproduction dans le cas des couples homosexuels. «Puisque deux femmes ne peuvent pas avoir un enfant, elles ont demandé à Stefan. Stefan est homosexuel.» A cela s'ajoute, évidemment, la fécondation artificielle, un procédé que, lui aussi, les enfants doivent connaître: «Le médecin implanta ses spermatozoïdes dans le ventre de maman.» La presse réitère ses louanges pour cette langue appropriée aux enfants. Soit. Quant à savoir si le contenu est également approprié aux enfants, le débat n'est pas permis. On s'en fout complètement si éventuellement les enfants n'y comprennent rien ou s'ils ne veulent rien en savoir... On veut manifestement faire ruminer les enfants «à ne pas savoir s'ils sont masculins ou féminins. Une fois atteint l'âge de l'adolescence, ils pourront choisir consciemment une identité sexuelle, à la manière du choix de la religion» – voilà ce que proclame *Conny Kempe-Schälicke* de l'administration du Sénat pour les sciences, la formation et la

recherche, qui est à l'origine de l'idée de la mallette de médias.

Avec cette trans- et homosexualisation des élèves berlinois du premier cycle, on a affaire à un nouveau projet. Il faut pourtant constater que du matériel scolaire sur le sujet «La manière lesbienne et gay de vivre» est employé depuis 2006, opérationnel pour les classes de cinquième et recouvrant différentes matières telles que la biologie, l'éthique, l'histoire, les sciences sociales, l'allemand, l'anglais et même le latin. On met à disposition des enseignants du matériel d'information, on leur offre de l'aide en vue d'établir des contacts avec les milieux homosexuels locaux. Ils sont encouragés à inviter en classe des «représentants» de projets lesbiens et gays et à organiser des projections de films et des semaines de projet dans les écoles. Quant à l'enseignement, on propose que les enfants représentent, en pantomime, un orgasme ou une masturbation, naturellement devant toute la classe. Les élèves du secondaire sont encouragés à jouer des scènes illustrant les notions de «sado-maso»

Pétition contre la sexualisation de l'école obligatoire

Jeu de cache-cache politique répréhensible

Les programmes scolaires et les matériels didactiques destinés aux cours d'éducation sexuelle à l'école obligatoire sont élaborés au Centre de compétences pour l'éducation sexuelle à l'école de la *Haute Ecole pédagogique de Suisse centrale* de Lucerne (HEP). Ils devraient être rendus obligatoires avec le «Plan d'études 21» dans toute la Suisse.

La HEP s'est attribué elle-même la mission de créer ce Centre de compétences et cela d'une manière très

étrange et totalement antidémocratique: Les fonctionnaires de la *Conférence des directeurs de l'Instruction publique* (CDIP) qui occupent la «Maison des cantons» à Berne, ont déclaré l'éducation sexuelle «question transversale» à l'insu de la CDIP. Ils ont, de leur propre autorité, convaincu les fonctionnaires de l'*Office fédéral de la santé publique* (OFSP, ministre de tutelle actuel: *Didier Burkhalter*), à financer le Centre de compétences avec les deniers publics (jusqu'ici:

1 343 000 francs). Et ledit Centre a commencé son travail sans qu'un seul canton n'en ait promis le financement ni l'ait commandé.

La manœuvre était subtile. L'OFSP a financé le projet dans le cadre du budget de la «prévention du SIDA» et les fonctionnaires des deux offices ont – de nouveau de leur propre chef – décidé que l'éducation sexuelle serait obligatoire, au mépris de toute consultation des parents. Ils ont le soutien de la *Commission fédérale*

pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) et de diverses ONG spécialisées dans le «conseil sexuel» et l'«éducation», qui travaillent en étroite collaboration au sein de réseaux tels qu'*Education et Santé, Réseau suisse* et *Conférence suisse de coordination pour l'éducation au développement durable* (CCEDD).

Source: www.volksschul-sexualisierung-nein.ch/das-ist-geplant/polit-versteck-spiel/index.html

Texte de la pétition

Cinq demandes aux Directeurs cantonaux de l'Instruction publique de tous les cantons ainsi qu'à la CDIP:

Les signataires de la présente pétition formulent les revendications suivantes:

1. *Tous les directeurs de l'Instruction publique assument de nouveau l'entière responsabilité de la conception et de l'élaboration de cours d'éducation sexuelle à l'école obligatoire.*

Toutes les décisions concernant la conception et l'élaboration de cours d'éducation sexuelle adaptés à l'âge des élèves relèvent totalement de la responsabilité des directeurs cantonaux de l'Instruction publique élus par le peuple.

Seuls les Parlements cantonaux sont habilités à décider du financement des cours d'éducation sexuelle et des institutions qui les élaborent (p. ex. «centres de compétences»).

2. *L'éducation sexuelle ne doit pas être obligatoire*

Comme l'éducation sexuelle des enfants et des adolescents relève fondamentalement de la responsabilité des parents, les cours d'éducation sexuelle à l'école obligatoire doivent être déclarés facultatifs. Les parents doivent avoir le droit d'en faire dispenser leurs enfants à tout moment et sans justification particulière.

3. *Les cours d'éducation sexuelle ne doivent contenir aucune incitation à des jeux ou pratiques sexuels.*

Le matériel didactique et les programmes d'éducation sexuelle à l'école obligatoire ne doivent contenir aucune suggestion de jeux sexuels ni incitation à expérimenter des pratiques sexuelles particulières.

4. *Les cours d'éducation sexuelle ne doivent avoir aucun caractère pornographique.*

Le matériel didactique ne doit pas contenir ni images pornographiques ni «descriptions» détaillées d'actes sexuels. Il est important d'éviter que des pédophiles ne soient tentés par ces illustrations à

entrer dans la profession d'enseignant.

5. *Les cours d'éducation sexuelle ne doivent pas exercer d'influence sur l'orientation sexuelle.*

Dans le cadre des cours d'éducation sexuelle à l'école obligatoire, on ne doit exercer aucune influence sur l'orientation sexuelle des enfants et des adolescents.

La pétition peut être commandée à: «Petition gegen die Sexualisierung der Volksschule»

Case postale 23, 8416 Flaach

Téléphone: 052 301 31 00,

Fax: 052 301 31 03

E-mail: bildungskompass@schweizerzeit.ch

(Délai pour la collecte des signatures:

1^{er} octobre 2011)

Comité «contre la sexualisation de l'école obligatoire»

Le Comité de la «Pétition contre la sexualisation de l'école obligatoire» se compose de:

Augsburger Elisabeth, députée PEV au Grand Conseil, Liestal BL;

Bayard Monika, IG Sorgfalt, Steg VS;

Biedermann Théo, conseiller d'éducation, Zoug;

Binder-Peier Markus;

Blunier Joel, Secrétaire général du PEV, Buchs AG;

Brönnimann Andreas, conseiller national UDF, entrepreneur, Belp BE;

Filipponi Anny, IG Sorgfalt, Steg VS;

Flückiger Sylvia, conseillère nationale UDC, Schöftland AG;

Geissbühler Sabina, députée UDC au Grand Conseil, Herrenschand BE;

Graber François, enseignant du secondaire, Sulgen TG;

Handel Michael, Organisation «Kinder ohne Rechte», Islikon TG;

Kaufmann-Eggler Käthi, présidente du Groupe de travail «Jugend und Familie», Berne;

Keel-Altenhofer Christoph, secrétaire de «Human Life International Suisse», Malters LU;

Kreuzer Michael, président des Jeunes UDC, Haut-Valais;

Leisi Lisa, infirmière et mère de famille, Dietfurt SG;

Liebrand Anian, président des Jeunes UDC de Lucerne, Beromünster LU;

Messmer Werner, conseiller national PLR, entrepreneur, Kradolf TG;

Moser Hans, président de l'UDF Suisse, Buchs SG;

Regli Daniel, président du «Familienlobby», conseiller général UDC, Zurich;

Ryser-Düblin Pierre, médecin, président de «Human Life International Suisse», Seftigen BE;

Schaad Bruno, enseignant, Granges SO;

Schluer Ulrich, conseiller national UDC, Editeur, Flaach ZH;

Schönfeld Marek, conseiller juridique, entrepreneur, président du «Kinderschutzbund», Winterthur ZH;

Segmüller Pius, conseiller national PDC, Lucerne;

Stückelberger Hansjürg, pasteur, président de «Zukunft CH», Binz ZH;

Thöny Jann-Andrea, enseignant du secondaire, Schiers GR;

Villiger Willi, enseignant, Eggenwil AG;

Vögeli Ursula, fonctionnaire, mère de famille, Frauenkappelen BE;

Walker Ulrike, Organisation «Weiterdenken», Bâle

Source: www.volksschul-sexualisierung-nein.ch/komitee/index.html (Traduction Horizons et débats)

«Matière scolaire: homo»

suite de la page 1

et de «dark-room». Dans des scènes improvisées, on joue le «coming-out» où l'adolescent confesse son homosexualité à la famille réunie à la table du dîner.

Pour les petits de la maternelle aussi, une mallette de médias est déjà prévue. Berlin étant à l'avant-garde, la Rhénanie du Nord-Westphalie est prête à la copier. La campagne s'est fixé comme objectif, sous le joli slogan de «l'école des diversités», de remettre en question aussi bien la structure traditionnelle de la famille que la sexualité basée sur le couple homme-femme comme norme sociale. Cette réorientation emploie, comme formule magique, le terme «gender mainstream», difficile à traduire. Il signifie que le sexe naturel («sex» en anglais) n'a rien à faire avec le «sexe social» («gender» en anglais) – et qu'on peut le changer selon son goût. Le *Groupe de travail interministériel Gender Mainstreaming* a son bureau de direction au sein du ministère de la famille; c'est là que travaillent les stratèges de cette idéologie. Leur affiche scientifique est le Centre de compétences gender à l'Université Humboldt de Berlin.

Ainsi se créent, dans une collaboration fructueuse, maintes brochures et toutes sortes de matériaux d'information. Un véritable chef-d'œuvre est le cahier de chansons

pour les classes de maternelle, intitulé «Nase, Bauch und Po» (Nez, ventre et derrière). Un échantillon à déguster? «[...] nous avons un vagin puisque nous sommes des jeunes filles. Il se trouve sous le ventre, entre mes jambes. Il n'est pas seulement là pour faire pipi, et si je le touche, il me donne de délicieux frissons. Tu peux dire «non», tu peux dire «oui», tu peux dire «arrête» ou «encore une fois de la même façon» ou «je n'aime pas ça» ou «j'aime bien» ou «ah, continue!» ...»

Un manuel pour les parents en matière de formation sexuelle pour l'enfant de 1 à 3 ans, leur conseille de chatouiller et de caresser leurs enfants en les lavant entre les jambes. Il déplore, à la page 27: «Le vagin et notamment le clitoris ne rencontrent généralement que peu d'attention, on évite de les dénommer et de les toucher tendrement (ni par le père ni par la mère), ce qui rend difficile pour la jeune fille de développer de la fierté par rapport à son sexe.» Et à la page 13, les auteurs se félicitent tout particulièrement de ce que ce manuel soit lu et mis en pratique également par des pères, des oncles, des grand-mères et des nourrices». Eh bien, si tel ou tel oncle passe à l'action et si l'enfant «comblé» a l'idée de raconter, à la crèche, ce genre de soin de l'oncle, celui-ci aura bientôt un problème massif. [...]

L'Union européenne – il ne pourrait pas être autrement – accorde son soutien afin

que l'homme nouveau s'impose. Le Parlement européen se fixe comme but, dans son arrêt n° B6-0025/2006 du 18 janvier 2006, d'«éradiquer l'homophobie» c'est-à-dire le refoulement des relations homosexuelles. Le terme d'«homophobie» seul implique déjà un dérangement mental maladif nécessitant une thérapie, tandis que le verbe «éradiquer» permet de se douter que cette campagne n'hésitera point à briser toute opposition en recourant, si nécessaire, à la répression et à la violence.

Au XX^e siècle, les nazis et les communistes ont réalisé leurs idéologies fascistes avec la brutalité la plus manifeste. Toutes ces idéologies du «Tu n'es rien – le XYZ est tout!» veulent créer l'homme nouveau, ce qui débouche régulièrement sur l'élimination de ceux qui n'y appartiennent pas. Il y a pourtant un moment où les hommes ne se laissent plus intimider. Lorsque la souffrance devient trop grande, lorsqu'ils n'ont plus rien à perdre, ils se redressent, ne craignant même plus la mort.

Depuis, on a fait ses expériences. Aujourd'hui, la rééducation en vue du nouvel homme arrive à pas de loup, rendue appétissante par des appâts. Pourquoi opprimer les besoins des hommes, pourquoi les faire souffrir? Cela n'aboutira à rien qu'à des révoltes. Au contraire. Satisfais tout besoin, occupe les individus avec leurs pulsions et leurs avidités, rends-les fous au point de ne plus savoir s'ils sont masculins ou féminins! Evite sur-

tout qu'ils trouvent l'occasion de réfléchir, donne-leur des jouets multicolores et clinquants, donne-leur assez à bouffer. Fourre leurs cerveaux avec de la propagande et des divertissements stupides. Ils seront des esclaves reconnaissants.

Source: Magazine Compact 9/2011, www.compact-magazin.com

(Traduction Horizons et débats)



Plan d'études 21 – des cours d'éducation sexuelle à l'encontre d'enfants ordinaires et de leurs familles

par Gerd J. Weisensee, secrétaire de l'association ProLife

A la mi-juin le bureau de la *Conférence des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP)*, section de Suisse allemande, a envoyé un communiqué urgent. Il n'y aura, dans le cadre du nouveau «Plan d'études 21» qui est en train d'être élaboré en ce moment, «aucune éducation sexuelle au jardin d'enfants», c'est ce que la section allemande de la CDIP a assuré. Des informations dans les médias prétendant autre chose seraient «fausses». Selon des recherches, il s'avère qu'apparemment des fonctionnaires trop zélés ont agi de leur propre chef derrière le dos des directeurs de l'instruction publique.

Peu de jours après, des conseillers nationaux du PDC, de l'UDF, du PRD et de l'UDC avec le secrétaire général du PEP, ont présenté à Berne une «Pétition contre la sexualisation de l'école obligatoire». Ils exigent que les parents puissent faire dispenser leurs enfants des cours d'éducation sexuelle, que les élèves ne soient pas introduits à des «jeux et pratiques sexuels» et ne soient pas ainsi influencés dans leur «orientation sexuelle».

Les directeurs de l'instruction publique sont responsables de leur département

Dans quelques cantons, des actions de protestation semblables sont en cours. A Lucerne, les Jeunes UDC récoltent des signatures pour une pétition sous le titre «Pas d'éducation sexuelle pour des enfants de quatre ans». Les craintes que déjà les plus petits soient instruits en partie avec des méthodes non-sensibles, sont catégoriquement rejetées par la CDIP. Elle se distancie avant tout d'un document de base sur l'éducation sexuelle, élaboré par la *Haute Ecole pédagogique de Suisse centrale* à Lucerne. Ce document n'aurait été développé ni «sur l'ordre ni avec la collaboration de la Conférence des directeurs cantonaux de l'Instruction publique», ses contenus ne seraient «pas déterminants pour le Plan d'études 21» d'après la CDIP.

Mais ce n'est là que la moitié de la vérité. Ce qui se passe, c'est que les directeurs de l'Instruction publique essaient depuis longtemps d'éviter la pression médiatique et politique à ce sujet. Dans un document prévu à «l'usage interne» de novembre 2010, on peut lire: «Alors que des experts de l'Institut pour

la pédagogie sexuelle à Uster et du Centre de compétences pour l'éducation sexuelle à l'école et les écoles de Lucerne veulent évoquer déjà au jardin d'enfants des thèmes d'éducation sexuelle, des milieux conservateurs s'y opposent avec véhémence.» Les «experts» [c'est-à-dire ceux qui agissent en faveur de leurs propres intérêts, ndlr] exigent donc des cours d'éducation sexuelle déjà au jardin d'enfants, c'est ce que la CDIP avoue. Par conséquent, les pétitions et les protestations n'œuvrent pas dans le vide.

En plus: Les instituts cités ne sont pas n'importe quelles organisations négligeables ou même des clubs privés qui peuvent écrire et dire ce qu'ils veulent. Si la CDIP nie toutes relations avec le centre de compétences, elle voile les faits. Il existe des *relations personnelles, institutionnelles et financières étroites* entre la Confédération, les cantons et les soi-disant «sexologues».

L'Office fédéral de la santé publique a déjà gaspillé sans mandat 1 343 000 francs

Titus Bürgisser, directeur et promoteur controversé de cours d'éducation sexuelle, conseille ceux qui élaborent les plans d'études. Son «Centre de compétence du sexe» fait partie de la *Haute école pédagogique de Suisse centrale* et il est soutenu par la Confédération avec des centaines de milliers de francs. Un contrat entre l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) – la section Sida y prend

une part prépondérante – (fonctionnaire en chef Roger Staub, à l'époque actif pour l'Aide Suisse contre le Sida qui s'est discréditée) et la *Haute école pédagogique de Suisse centrale* règle la collaboration. Le centre a reçu jusqu'à présent 1 343 000 francs suisses de la Confédération, sans compter les contributions des cantons de Suisse centrale. A cette manne d'argent se lie un mandat très clair: La pédagogie sexuelle doit être, avec l'aide du centre de compétences, «implémentée de manière généralisée» dans les écoles, c'est ce qui est écrit dans ce contrat.

Il n'existe dans le fond que deux variantes. Premièrement: La machine arrière des directeurs de l'instruction publique est tactique – donc cela pourrait être vu comme une tentative d'éviter la pression politique pendant la période des élections. Deuxièmement: ils sont sérieux avec leurs doutes sur la compétence de leurs propres experts. Mais alors la question se pose de savoir pourquoi des millions de francs d'impôts doivent être dépensés pour des instituts qui – selon la CDIP – ne sont «pas déterminants».

Par conséquent, ce qui reste à faire est évident: *L'OFSP devra fermer sa section Sida et laisser ce travail à des organisations privées*. L'OFSP y a engagé des gens qui ont déjà essuyé un échec au Conseil national avec leur tristement célèbre brochure des «Hommes en cuir». Deuxièmement, le *contrat de l'OFSP avec la Haute école pédagogique de Suisse*

centrale à Lucerne doit être résilié immédiatement. On n'a pas besoin d'un Centre de compétence du sexe». Finalement il faudrait examiner de très près le conseil consultatif de la *Haute école pédagogique de Suisse centrale*. Il paraît qu'on y trouve des extrémistes de l'*International Planned Parenthood Federation (IPPF)* etc. De même des représentants d'*organisations qui soutiennent l'homosexualité (LOS, Pink Cross)* ou le droit à l'*interruption de grossesse, ou à la liberté dans la sexualité (PLANES, Artales etc)*. Ces milieux ne se contentent pas d'avoir conduit le peuple à la libéralisation de l'avortement jusqu'à la naissance; maintenant ils cherchent ouvertement à imposer leur philosophie perverse du «Gender-Mainstreaming». Il est grand temps d'agir. •

Source: ProLife, éditorial 2/2011
(Traduction Horizons et débats)

Qui veut savoir à quoi ces plans ressembleront dans leur concrétisation, peut se procurer, au travers des services de recherche aux antiquaires, le petit livre de *Daniel Cohn-Bendit* «Le grand Bazar» (Editions Belfont, 1975), et y lire le chapitre 9, «Little Big Men».

Collaboration douteuse entre les cantons, le Centre de compétences pour l'éducation sexuelle à l'école et les écoles

ds. Comme l'écrit Gerd J. Weisensee dans l'article ci-dessus, la dernière édition du magazine *ilz* (3/2011) qui a été envoyée à toutes les écoles de Suisse allemande montre que l'on fait accélérer la sexualisation de l'école obligatoire et qu'il existe «des liens personnels, institutionnels et financiers entre la Confédération, les cantons et les «sexologues». Le thème central en est «L'éducation sexuelle à l'école: une nécessité». Les auteurs sont *Gabriela Jegge* et *Titus Bürgisser*, mentionné dans l'article de Weisensee comme «pro-

moteur des cours d'éducation sexuelle» et «conseiller des concepteurs du programme», tous deux appartenant au Centre de compétences pour l'éducation sexuelle à l'école de la HEP de Lucerne.

Ilz est le sigle du Centre intercantonal du matériel scolaire, organisme de coordination du matériel scolaire des cantons. Les membres en sont 18 cantons de la Suisse allemande et la principauté du Liechtenstein. Les produits portant le label *ilz* peuvent être employés dans tous les cantons.

La poste suisse qualifie les images des «SexBox bâlois» de pornographiques

L'éducation sexuelle planifiée viole les droits fondamentaux des parents et des enfants (Constitution fédérale art. 10, 11, 13, 15)

Les «Basler Sexboxen» (kits éducatifs bâlois appelés «SexBox») ont déjà fait des vagues considérables. Le *Sonntags-BLICK* a informé en mai 2011 que les enfants bâlois, à partir de quatre ans, devront recevoir dès l'année scolaire 2011/2012 une éducation sexuelle au moyen de ces mallettes controversées.

Depuis, le combat s'est envenimé entre le directeur de l'Instruction publique bâlois et un grand nombre de parents qui s'opposent à une telle «éducation sexuelle» rude lors des cours. Point culminant jusqu'à présent, la tentative d'empêcher la distribution tout ménage de la «Pétition contre la sexualisation de l'école obligatoire» à Bâle-ville.

La pétition lancée par quatre conseillers nationaux du centre-droit à la mi-juin 2011 a également été distribuée fin août dans 116 000 ménages de régions rurales en Suisse centrale. Encouragés par l'écho favorable, on a décidé d'entreprendre la distribution des feuilles de pétition aussi dans le canton de Bâle-ville, très concerné. L'impression et la distribution de la brochure sur la pétition ont été préparées au plus vite. Il y a même déjà eu une confirmation de commande de la *Direct Mail Company (DMC)* pour la distribution dans 114 000 ménages de Bâle-ville.

On ne connaît pas encore celui qui, par derrière, a pris de l'influence pour empêcher la distribution à la dernière minute. Les pétitionnaires supposent que ce coup de frein est parti de personnes aux plus hautes charges. Le représentant du DMC a fait entendre qu'une personne ne voulant pas être nommée aurait arrêté la distribution.

Le conseiller d'Etat bâlois *Christoph Eymann (Parti libéral-démocrate, PLD)* est attaqué sévèrement dans la brochure pour son comportement manipulateur. Dans le texte explicatif de la pétition on a repro-

duit les images les plus rudes de la mallette d'éducation sexuelle destinée aux enfants de la maternelle. Il est fort possible qu'Eymann, actuellement en campagne d'élection, ait tenté d'empêcher par tous les moyens la publication de ces faits explosifs.

La DMC a donc communiqué aux pétitionnaires que la pétition ne pouvait pas être distribuée puisque, d'après le service juridique de *La Poste suisse*, le contenu devait être considéré comme «pornographique» et «choquant». Quelle surprise, ces images ne doivent donc pas apparaître dans les boîtes aux lettres suisses, mais peuvent être présentées aux petits bonhommes de quatre ans dans les jardins d'enfants bâlois? C'est uniquement grâce aux démarches déterminées des pétitionnaires que la distribution de la pétition aux ménages bâlois a pu être effectuée par une autre organisation. Maintenant il y a encore bien plus le feu aux poudres chez beaucoup de parents bâlois. Nombre d'entre eux se sont réunis dans un comité de parents. Ils demandent au conseiller d'Etat Eymann le droit de dispenser leurs enfants de l'éducation sexuelle à l'école infantine et primaire. Celui-ci se tortille et louvoie lors de débats publics. Les parents ayant présenté une requête, attendent depuis des semaines en vain une réponse valide de la part des autorités scolaires. Les parents du comité des parents ont déjà pris un avocat parce qu'ils ne veulent pas se laisser rouler.

En plus, entre des parents individuels et des enseignants des conflits se sont déclarés.

Une enseignante en première classe, ayant une liaison avec une compagne, insiste sur son droit d'enseigner, malgré la procédure ouverte, avec la «SexBox». Il y aurait des plans d'études et des objectifs pédagogiques qui permettraient de tels cours.

Les parents bâlois reprochent au directeur de l'Instruction publique Eymann que toute l'éducation sexuelle prévue viole les droits constitutionnels de parents et enfants (cf. Art. 10, 11, 13, 15 de la Constitution fédérale). Comme la base légale pour ces violations du droit constitutionnel n'existe pas, l'éducation sexuelle prévue à Bâle-ville serait anticonstitutionnelle et donc illégale. Elle devrait être arrêtée et le conseiller d'Etat responsable devrait prendre lui-même la responsabilité du désastre en démissionnant immédiatement.

Plusieurs dizaines de milliers de signatures ont été récoltées jusqu'à présent dans toute la Suisse pour la «Pétition contre la sexualisation de l'école obligatoire». Maintenant le comité organisateur de la pétition attend d'autres milliers de signatures de Bâle et de Riehen. Le 4 octobre la pétition sera remise à la présidente de la *Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique* à Berne. De l'environnement social des pétitionnaires, on a déjà fait savoir qu'on a l'intention de lancer une initiative populaire suite à la pétition. •

Source: *Medienmitteilung*, Schweizerzeit Verlags AG du 23/9/11
(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«N'introduire en aucun cas le plan de sauvetage prévu!»

Errements et embrouilles autour de l'euro

par Hansjörg Häfele*

Même les adversaires de l'introduction de l'euro n'auraient pu imaginer qu'une décennie plus tard déjà, l'état des pays de l'euro soit marqué plus par la confusion que par la confiance en un avenir financier stable.

Au début il y avait l'idée très audacieuse qu'on allait, avec une monnaie commune, mettre les divers Etats et peuples européens dans le même sac et les souder dans une communauté de bien-être, d'une force qui jouerait en première classe dans le concert des nations du monde.

Bien entendu, l'euro a engendré des avantages. Il favorise avant tout le commerce européen et les voyageurs qui se rendent dans d'autres Etats européens. L'euro a aussi eu un effet stabilisateur dans la crise financière et bancaire partie des USA.

Cependant, la monnaie européenne souffrait d'une malformation congénitale: sans la résistance de la France (*Mitterrand*) contre la réunification allemande, l'euro n'aurait pas vu le jour aussi vite. Le chancelier fédéral *Kohl*, de toute façon de tendance idéaliste proeuropéen, céda à cette coercition parce que pour lui, la réalisation rapide de la réunification de l'Allemagne avait la priorité. On facilita l'abandon en séduisant le peuple avec des prévisions selon lesquelles presque tout irait mieux en Europe. Cependant, on ne consulta pas le peuple, ce qu'il aurait été possible de faire. De toute façon, il fallait modifier notre loi fondamentale pour le traité européen de *Maastricht* de 1992. On aurait exceptionnellement pu organiser un vote populaire sur le réaménagement fondamental de notre droit monétaire et l'ancrer dans la loi fondamentale. L'introduction de l'euro se fit sans l'approbation du peuple – à la différence par exemple de la France.

Le pacte de stabilité

Des politiciens au regard prospectif se rendirent cependant compte que dans l'histoire, il n'y a guère d'exemple d'un système monétaire durable sans Etat commun. C'est la raison pour laquelle des prescriptions pour la stabilité du ménage furent édictées par le traité de *Maastricht* et par le pacte de stabilité. Ils prévoyaient de limiter le nouvel endettement et l'état des dettes des Etats lors de nouvelles admissions et sur la durée. A la base il y avait la clause qu'aucun Etat n'était responsable des dettes d'un autre – «No bail-out».

Il ne fallait pas inciter les Etats aux finances faibles d'être «tirés d'affaire» par des plus solides ou des moins faibles. Ce fut une faute aux conséquences nombreuses de la mésalliance entre l'Allemagne (gouvernement *Schröder*) et la France lorsqu'en 2003, elles «suspendirent» simplement le pacte de

stabilité, parce qu'elles étaient simplement trop faibles pour imposer les mesures d'économies nécessaires.

Depuis lors, la marche vers l'Etat endetté s'accéléra. De même, lors de l'admission de nouveaux Etats (par exemple la Grèce) on ne tint pas compte de l'état contraire à la stabilité des candidats. La communauté des endettés grossissait gaiement, tout en promettant, bien entendu, de faire mieux à l'avenir. Chacun pointait du doigt un autre qui faisait encore pire.

Eclatement de la crise en 2010

Advint ce qui devait advenir. Les Etats de l'euro qui vivaient le pire au-dessus de leurs moyens, ne trouvaient des prêteurs qu'en leur payant des intérêts de plus en plus élevés.

Ils avaient fait croire à leurs électeurs que l'Etat était compétent pour presque tout et que la corne d'abondance sociale solutionnait les problèmes. Depuis l'éclatement de la crise grecque en 2010, nous voyons les bricoleurs européens au travail, – sans solutions durables qui inspirent confiance. Avec des constructions juridiques osées, on inverse l'interdiction claire du «Bail-out».

Une politique de sauvetage ratée

L'Allemagne a été prise à contre-pied par la crise des dettes publiques des Etats de l'euro. Elle s'est laissée prendre de plus en plus dans des constructions artificielles, dans des «plans de sauvetage», qui profitaient moins aux Etats qu'aux prestataires de crédits, aux banques et aux assurances qui avaient bénéficié des intérêts élevés.

Pour répondre à cette situation, dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe, la politique allemande aurait dû demeurer solide comme le granit et défendre en droit et en politique le point de vue suivant: nous sommes fidèles au pacte – aucun Etat ne tire de là un autre qui est surendetté et qui ne se tient pas aux règles du traité. C'était cela la base contractuelle décisive du traité de *Maastricht*. Au lieu des banques agissant dans leurs propres intérêts et de la horde grandissante des «Européens professionnels», *Goethe* aurait été un meilleur conseiller: «Nous sommes libres de choisir la première chose, la deuxième fait de nous des domestiques». La Grèce aurait naturellement dû se déclarer alors en faillite. Elle aurait dû demander à ses créanciers une remise de dette – en proportion de probablement au moins 50%. Ainsi la participation des créanciers atteindrait à présent le niveau désiré.

La Grèce aurait dû quitter la communauté européenne pour devenir concurrentielle et intéressante pour des implantations industrielles internationales grâce des coûts plus bas. En raison des dérapages abyssaux, il n'y

eut évidemment pas de solution confortable, mais au moins une fin de l'horreur au lieu de la pénible horreur sans fin. Il est probable qu'aujourd'hui aussi, il ne reste finalement que cette solution – après qu'on a claqué des milliards en «plans de sauvetage».

Peut-être que les accords de la conférence au sommet du 23 juillet 2011 engendreront une pause pour respirer, mais ils ne solutionnent pas les problèmes de base. Au contraire: la socialisation des dettes est augmentée jusqu'à devenir une communauté des responsabilités. Finalement, la tentation, que de faire des dettes est payant, s'accroît, les responsabilités nationales sont vidées de leur substance, la centralisation est renforcée, les créanciers privés s'en tirent à bon compte et obtiennent de nouvelles garanties – de plus le tout est tellement compliqué et mystérieusement imbriqué que la méfiance reste un état durable.

A part ça, une question inquiète: pourquoi une personnalité devrait-elle encore concourir pour un mandat au parlement allemand lorsque la souveraineté financière est abandonnée à des managers de plans de sauvetage grassement payés, qui n'ont pas à se justifier devant le peuple et qui dégradent les représentants du peuple à de simples «béné oui-oui»?

Vérités partielles de la politique de sauvetage

On nous fait souvent gober des vérités partielles dans le débat sur l'euro. Il n'est ainsi pas fondé de prétendre que nous les Allemands – et cela affaiblit la position de négociation allemande – sommes les principaux bénéficiaires de l'euro.

Du temps du *Deutsche Mark*, l'Allemagne était en fait déjà la championne du monde des exportations. L'accroissement de nos exportations pour surmonter la crise économique de 2009 se déroula majoritairement dans des pays hors zone euro et il est dû à la performance digne d'admiration de nos entreprises et de leurs collaborateurs. La liberté à l'intérieur de tous les 27 pays d'Europe est considérable, que ce soit dans la zone euro (17 pays) ou non. Ceux qui profitent avant tout de l'euro sont les pays qui, malgré leur politique de la dette purement longtemps payer des intérêts débiteurs considérablement inférieurs qu'avant leur appartenance à la zone euro. Durant de années, ils ont, à quelques détails près, claqué ce «bénéfice» en commodités «sociales» et ont continué à bidouiller leurs dettes.

Seul un pacte de stabilité conséquent sera de quelque secours

Au lieu de tituber d'un sommet de la crise à l'autre et d'un plan de sauvetage à l'autre

et ce faisant, la *banque centrale européenne* comprise, de présenter l'image destructrice de confiance de désorientation de la politique d'ordre, d'impuissance, de bavardage et de myopie – trop de cuisiniers gâtent la sauce – l'Europe de l'euro a besoin au fond avant tout d'une mesure pour le futur: le droit du pacte de stabilité doit être rétabli, renforcé et appliqué dans toute sa rigueur. Celui qui ne veut pas cela peut ou doit quitter l'union monétaire de l'euro. Cette solution ne s'obtient évidemment pas sans désavantages et rejets. Une politique irresponsable de la dette de plusieurs années et une opération fondamentale renvoyée durant une année et demie sont à l'origine des coûts d'assainissement que le peuple doit – de manière malheureusement inévitable – supporter.

L'Europe des patries

Il y a des efforts, exprimés ou dissimulés, pour utiliser la crise comme opportunité pour le grand saut dans l'Etat fédéral européen. Ce serait une nouvelle illusion grave et c'est au mieux de la musique d'avenir. L'essence de l'Europe c'est la diversité, pas l'uniformité et le centralisme. Rien que l'appareil européen existant avec ses compétences opaques, est suffisamment rebutant et s'éloigne de plus en plus du peuple. La démocratie et le peuple vont ensemble. Il n'y a pas un peuple européen, mais au contraire des peuples européens. *De Gaulle*, le Français féru d'histoire, parlait à raison de «l'Europe des patries». Autant l'érosion rampante de la responsabilité individuelle des citoyens dans l'Etat-providence surfait est une évolution négative inquiétante, autant la suppression de la souveraineté financière nationale serait un mal total et une nouvelle diminution de la responsabilité propre des peuples.

Ce qui importe, c'est que chaque Etat soit responsable de ses finances. Celui qui ne respecte pas les règles du jeu, doit mettre lui-même de l'ordre dans ses affaires et, dans un cas extrême, quitter l'union monétaire – il peut rester dans l'UE des 27.

Le rôle de l'Allemagne

Ce sont précisément des politiciens allemands qui manifestent fréquemment un zèle proeuropéen. Tout en souhaitant l'intégration de l'Europe, nous devrions nous comporter de façon normale comme d'autres et préserver nos intérêts allemands bien compris au sein de la communauté européenne. Nous Allemands, en

Suite page 5

* *Hansjörg Häfele*, avocat, né en 1932, député CDU/CSU au Bundestag (1965–1990), secrétaire d'Etat parlementaire auprès du ministre des Finances *Gerhard Stoltenberg* (1982–1989)

L'extension du «plan de sauvetage de l'euro» (EFSF)

a provoqué des voix critiques lors de l'audition par la commission budgétaire du Bundestag allemand

hd. Le 19 septembre la commission budgétaire du Bundestag auditionna huit experts au sujet de l'extension de la «bouée de sauvetage de l'euro» (EFSF = European Financial Stability Facility) sur laquelle devra porter la votation du Bundestag du 29 septembre. Les experts avaient été désignés par les partis et les ministères concernés. Néanmoins on put aussi entendre lors de cette audition quelques voix provenant de l'économie de marché, qui invitaient à la prudence. Les prises de position peuvent toutes être consultées sur le site Internet du Bundestag allemand. (www.bundestag.de/bundestag/aussschuesse17/a08/anhörungen/Aenderung_des_StabMechG_Drs_17_6916/ Stellungnahmen/index.html).

Clemens Fuest, membre du conseil scientifique auprès du ministère fédéral des finances:

«Il existe un danger que les moyens accrus du EFSF ne soient pas utilisés pour appuyer la moyenne des dettes ou pour la résolution de problèmes passagers de liquidités, mais pour le soutien durable d'Etats surendettés et par là pour la constitution d'une union de transfert et d'endettement durable, dans laquelle quelques Etats membres se

débarassent des surcoûts d'endettement souverain sur la communauté et l'endettement général de l'Etat continue de croître. [...]

Sauf tout le respect de l'indépendance de la *Banque centrale européenne* (BCE), le Bundestag devrait demander au gouvernement fédéral de faire en sorte que la BCE se concentre sur les tâches de la politique monétaire et renonce aux mesures qui suscitent dans le public l'impression que la BCE finance des déficits budgétaires de l'Etat ou des déficits des bilans de performance de quelques Etats membres. En même temps, par un management efficace de la crise de la dette, la politique financière de l'Europe a le devoir de créer les conditions d'une politique monétaire concentrée sur la stabilité des prix.

Il faut saluer la participation accrue du Bundestag aux décisions sur les mesures d'urgence. Pour empêcher que cette participation tombe finalement à plat en raison des contraintes inhérentes aux mesures de sauvetage, il est nécessaire que la politique allemande s'engage de façon renforcée pour des réformes de la réglementation du marché financier et bancaire avec le but de parvenir à un secteur financier nettement

plus robuste. Ce n'est que lorsque le système bancaire sera assez robuste pour absorber en cas de nécessité également des insolabilités d'Etat, que le chantage de la politique lors de turbulences du marché financier et de crises d'endettement des Etats pourra être évité.»

Jens Weidmann, président de la banque fédérale allemande:

«Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro et des organes de l'UE ont décidé le 21 juillet 2011 [...] d'agrandir nettement la boîte à instruments du EFSF (et du futur MES) [...].

Ces décisions constituent un nouveau grand pas en direction d'une responsabilité communautaire et d'une discipline amoindrie par les marchés des capitaux, sans que par contre on renforce sensiblement les possibilités de contrôle et d'influence sur les politiques financières nationales. Ce qui est particulièrement grave, c'est que les nouvelles conditions de crédit abaissent nettement l'invite, pour les pays avec un programme d'aide, à retrouver aussi vite que possible des budgets publics solides par des réformes financières et économiques, est nettement abaissée. [...]

Les changements (de l'union monétaire) proposés contiennent dans leur forme concrète [...] le danger que le cadre institutionnel décidé soit constamment affaibli et perde de sa consistance: la politique financière continue d'être fixée par des parlements démocratiquement légitimés sur le plan national. Mais les risques et les charges qui en résultent sont surtout supportés, dans une mesure accrue, par les pays aux finances fortes, sans qu'il y ait pour y répondre de vastes possibilités d'intervention ou que des invites suffisantes pour des finances d'Etat solides soient données. Une politique financière commune ou une union politique avec des compétences démocratiquement légitimées au niveau central, contre les politiques budgétaires nationales, n'apparaît pas sur le plan politique. Si aucun changement fondamental de régime, avec une obligation étendue de la souveraineté fiscale – ce qui exigerait une modification des accords de l'UE et de la loi fondamentale – n'est entrepris, il sera décisif non pas de dénoyauter, mais au contraire de renforcer l'exonération de la responsabilité prescrite par contrat et les mesures disciplinaires collatérales contre les politiques financières nationales au moyen des marchés des capitaux.»

«Ceux qui ont pris des risques doivent les assumer»

Interview de Frank Schäffler, député (FDP) au Bundestag



Frank Schäffler
(photo mad)

ef./kks. Le 21 septembre, l'association «Zivile Koalition e.V.» a organisé à Berlin une Table ronde, sous la direction de Beatrix von Storch, dont le sujet était «L'accord MES – une voie vers l'union de dettes? – Abolition de la démocratie et de la souveraineté». Y ont participé Hans-Olaf Henkel, les députés au Bundestag Frank Schäffler (FDP) et Klaus-Peter Willsch (CDU), Karl Albrecht Schachtschneider, Marie-Christine Ostermann («Jeunes entrepreneurs») et Beatrix von Storch («Zivile Koalition e.V.»), tous intervenants de grande valeur.

La réunion fut suivie par plus de 300 personnes. (Un compte-rendu plus explicite suivra prochainement dans «Horizons et débats».) La grande majorité des participants était d'avis qu'il fallait empêcher le plan de sauvetage permanent de l'euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES). Cette revendication est soutenue par 180000 courriels de protestation envoyés jusqu'à présent aux députés du Bundestag.

Frank Schäffler, député FDP, qui avec d'autres membres de son parti a engagé une prise de position des membres afin d'empêcher la mise en œuvre du MES à durée indéterminée, a exigé que les créanciers des pays en défaut de paiement soient engagés aux plans de sauvetage. Dans le cadre de la manifestation, notre journal a obtenu une interview.

«N'introduire en aucun cas la ...»
suite de la page 4

nous basant sur l'expérience de l'histoire, nous sommes pour nous et pour l'Europe les défenseurs de la stabilité monétaire.

Un retour de l'effondrement de la monnaie et une nouvelle inflation seraient dévastateurs et particulièrement plus sociaux que tout ce dont on discute par ailleurs. Nous ne devrions pas non plus traiter de «populiste» ceux qui, en accord avec de larges parties de notre peuple, s'engagent en faveur de nos intérêts raisonnables. La ligne directrice allemande devrait être:

- Un nouveau pacte de stabilité strict pour tous les pays de l'euro!
- N'introduire en aucun cas, après tous ces plans de sauvetage de misère, le plan de sauvetage durable planifié! Ce serait une nouvelle constitution allemande qui serait en contradiction avec toutes les promesses du traité de Maastricht. Sans un vote populaire correspondant, la politique perdrait totalement sa légitimité et cela renforcerait encore le dépit du peuple envers l'Europe.
- Faire avancer encore plus énergiquement le propre amortissement de la dette et ne plus distribuer de nouveaux délices soi-disant sociaux!

Plus il y aura des Etats européens qui suivent cette ligne directrice – plus la crise souveraine de l'euro aura quand-même produit encore quelque chose de bon.

Renoncer à la confusion actuelle qui consiste à faire des dettes

Après mon départ de la politique en 1990, rien ne m'a autant indisposé que l'abandon du Deutsche Mark et les péchés des Etats de l'euro. Marqué par Ludwig Erhard et son aversion contre tout ce qui est artificiel, semblable au «constructivisme», j'ai été durant un quart de siècle un représentant du peuple, tout en étant, en tant que porte-parole de politique financière de l'opposition CDU/CSU et comme secrétaire d'Etat du ministre fédéral des finances Stoltenberg (1982–1989), du côté de la stabilité monétaire, de l'évitement de la dette et d'un droit fiscal favorable à la performance et à l'investissement. Je serais ravi si le miracle réussissait de réaliser malgré tout, par une concentration stricte sur des pays solides de la zone euro, une monnaie européenne inspirant durablement la confiance. Cela pourrait aider à contribuer à inaugurer dans le monde entier une nouvelle époque qui renoncerait à la confusion actuelle qui consiste à faire des dettes.

(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats: Vous avez déclenché un mouvement en demandant que les membres du FDP puissent s'exprimer sur la question des nouvelles mesures à prendre pour le sauvetage des pays surendettés. Quel en fut l'écho?

Frank Schäffler: Dans notre parti, nous avons un instrument qui permet de réviser les décisions du parti prises lors des congrès par une consultation des membres, lorsque certaines conditions sont remplies. Nous sommes en train de réunir 5% des voix des membres – ce qui est le quorum nécessaire pour imposer une décision des membres. Nous avons recherché des soutiens dans toutes les régions et de toutes les sections des Länder et nous pensons obtenir le quorum nécessaire d'ici quelques jours. Ce qui offrira la possibilité d'une prise de décision alternative des 68000 membres du FDP. Les membres auront à se prononcer sur notre proposition et sur celle de la direction du parti. Cela se fera en septembre ou en octobre, dès lors que nous aurons le nombre de voix suffisant.

Quelles sont vos propositions pour une solution du problème de l'euro?

Il y a trois choses à faire. Nous devons remettre à l'honneur les règles de responsabilité au sein de l'Union européenne. Ce qui signifie que ceux qui prennent des risques doivent les assumer. Les pays et les banques qui ont vécu au-dessus de leurs moyens, qui ont pris de trop gros risques, doivent assumer leurs responsabilités. Le cas échéant, il faudra une diminution de la dette et un renoncement de la part des créanciers.

Deuxièmement, il doit y avoir la possibilité de sortir de l'euro. Ce qui signifie que ceux qui violent constamment les règles doivent pouvoir être expulsés, en ultime recours.

Troisièmement c'est aussi une question fondamentale du système monétaire. Nous avons une crise de surendettement des banques et des Etats. Cela a pu se produire

parce que notre système bancaire est conçu en partie comme une réserve monétaire et peut ainsi produire de la monnaie à partir de rien et octroyer des crédits sans limites. Pendant des décennies, nous avons mis en place un système qui permet d'offrir des crédits ne reposant pas que sur les économies faites. Les banques ont la possibilité d'utiliser les économies des gens pour offrir des crédits infiniment supérieurs. Elles produisent de l'argent sans compter, ce qui provoque la nécessité d'imprimer toujours plus de monnaie afin de maintenir un certain niveau de croissance économique. C'est ainsi que se prépare l'inflation, non seulement du côté des produits de consommation, mais aussi du patrimoine. L'inflation tend à se corriger elle-même. La contradiction existe dans le fait qu'on devrait lâcher de la pression alors qu'en fait on la renforce. Il sera toujours plus difficile d'entreprendre des corrections plus tard.

Que pensez-vous de la mise en insolvabilité ordonnée?

C'est une coupe dans les dettes brutale. En Europe, il n'existe pas de tribunal d'insolvabilité ou quelque chose de similaire. La Grèce par exemple décidera elle-même quand elle sera insolvable, en cessant d'honorer ses dettes. Dans ce cas, le marché décrètera que le pays est en défaut de paiement et il ne recevra plus de nouveaux crédits. Une insolvabilité ordonnée consiste dans le fait de se réunir à temps avec les créanciers afin de mettre en place une commission de créanciers. Ce fut souvent le cas au niveau du Club de Paris et de celui de Londres pour les créanciers du privé et du secteur public. C'est cela une insolvabilité ordonnée. Dans le cas contraire, on a affaire à une insolvabilité désordonnée, du fait qu'on n'a pas cherché à s'entendre avec les créanciers. Une insolvabilité ordonnée consiste dans le fait que l'Etat endetté cherche à s'entendre avec ses créanciers afin de trouver une solution.

J'y vois une perspective. Il faut décider une conversion, il faut donner la possibilité de sortir du système, ce qui, selon le professeur Schachtschneider, existe depuis le jugement de Maastricht. Les créanciers doivent être associés en premier. Ce qui n'est pas le cas avec les plans de sauvetage actuels – c'est une perversion de l'économie de marché.

De quoi aurait besoin actuellement l'Union européenne?

Il n'y a pas de protection juridique dans l'UE. Personne n'a contrôlé les règles. Il faut réintroduire le droit dans l'UE, c'est une condition indispensable pour obtenir une amélioration. Il faut pouvoir quitter la zone euro. C'est pour la Grèce la seule chance de retrouver une compétitivité, chance qu'elle n'a pas au sein de la zone euro.

On tente maintenant de semer la peur. Nous devons sortir de la «logique du sauvetage»: Qui s'endette doit assumer ses responsabilités. Les Etats, tout comme les investisseurs, doivent supporter eux-mêmes les risques. Socialiser les dettes revient très cher et peut engager d'autres à imiter. Nous devons contribuer à éviter un désastre pour la société civile.

Monsieur Schäffler, nous vous remercions de nous avoir accordé cette interview.

* Frank Schäffler, est né en 1968 à Schwäbisch Gmünd, il est diplômé en gestion des entreprises et cadre commercial. Il fut pendant 13 ans conseiller indépendant au service d'une entreprise qui proposait des produits financiers. Depuis 2009, il est député et membre du groupe parlementaire FDP au Bundestag et membre de la Commission des finances. Depuis 2010, il préside le groupe de travail pour la réduction de la bureaucratie au sein de son groupe parlementaire. En 2011, il reçut le «Deutscher Mittelstandspreis». Depuis 2011, il est membre du comité directeur du FDP au niveau fédéral et président de section du FDP d'Ostwestfalen-Lippe.

Fondements pour une vie commune, pacifique et salubre

Ce que nous, citoyennes et citoyens, pouvons contribuer au bien de l'Europe

thk./km. Le fait de savoir si l'euro va survivre n'est pas qu'une question de politique financière, mais une question humaine. La tentative d'anéantir la diversité de l'Europe par une centralisation au moyen d'une monnaie unique, introduite sans consulter les populations, provoquant ainsi un démembrement des Etats nationaux, se heurte à une résistance grandissante, notamment de la part des citoyens concernés. On constate depuis des années une tentative de réduire la coopération des différents pays et de leurs populations. Il est donc nécessaire de remettre sérieusement en question la voie dans laquelle on s'est engagé.

Charles de Gaulle, homme d'Etat français, s'était exprimé en faveur d'une «Europe des patries». Soit une Europe dans laquelle les Etats coexistent sur un pied d'égalité. Une Europe dans laquelle les Etats souverains concluent des traités profitables aux différentes parties et à leurs populations. Une relation entre les différentes nations, faite de respect et d'acceptation des différentes cultures, est le fondement d'une coexistence pacifique et salubre entre les peuples.

Il n'est pas possible de remédier à l'endettement de nombreux Etats européens par la mise en place d'une union de cores-

ponsabilité au profit des banques, en plus sur le dos des contribuables et provoquant une soumission complète des Etats. Si nous souhaitons une Europe pacifique, ce ne peut être que par des solutions élaborées avec les personnes concernées et appliquées par tout le monde. Le libre-échange peut se faire sans centralisme ni dictature – l'AELE (cf. encadré) reste une alternative valable, digne d'être renforcée comme alternative.

Il y a quelques semaines, on a pu entendre une interview intéressante dans une radio allemande, menée avec un représentant des germanophones en Belgique. D'entrée on lui déclara que la petite Belgique, aux multiples nationalités, n'était pas même en mesure de mettre en place un gouvernement viable. Au grand étonnement du journaliste, mais aussi des auditeurs, l'interlocuteur belge répondit calmement que la Belgique avait un gouvernement qui fonctionnait. En effet, on avait voulu régler une fois pour toutes, de façon approfondie et sans course contre la montre les litiges entre les différentes nationalités. Une entente s'était fait jour, la Belgique étant un pays parfaitement fédéral, renforcé par ces débats.

Alors, que savons-nous de nos voisins? Que savons-nous des nations européennes? Depuis la guerre du Kosovo en 1999, on a empêché volontairement que nous puissions être informés honnêtement quant aux événements se passant dans les autres pays européens. La crise actuelle de l'euro et de l'UE vise aussi à provoquer une atmosphère explosive et à renforcer les préjugés. On n'est, certes, pas obligé de s'y laisser prendre. Nous autres, citoyennes et citoyens, avons de nombreux moyens en main pour assurer une coexistence pacifique en Europe.

L'AELE, une véritable alternative pour une coopération entre Etats souverains

thk. Le Danemark, la Grande-Bretagne, la Norvège, l'Autriche, le Portugal, la Suède et la Suisse ont fondé en 1959 l'Association européenne de libre-échange (AELE), que d'autres Etats ont rejoint par la suite. Aucun Etat membre de l'AELE n'a été membre de la Communauté économique européenne (CEE). La raison en était que, contrairement à la CEE, l'AELE n'a jamais aspiré à une confédération politique, mais a pris dès le début soin de préserver la souveraineté de chaque pays. Le but de l'AELE était – et est encore – de favoriser par des traités de libre-échange la prospérité, la stabilité et la croissance économique des pays membres. Il ne s'agissait pas d'établir un marché commun, mais de régulariser le libre-échange par des

contrats équitables, en tenant compte des conditions particulières de chaque pays. Pour cette raison l'AELE a exclu le libre-échange des produits agricoles, considérant le principe d'autosuffisance comme priorité nationale. Le seul organe de décision créé fut le Conseil de l'AELE, qui se réunissait régulièrement au niveau des ministères et des offices. Au siège de l'AELE établi à Genève, un secrétariat permanent n'occupait que 150 personnes, même au cours des années 90.

L'AELE, qui existe toujours et qui, entre autre, entretient un grand nombre de contrats avec les anciens pays du bloc de l'Est, des pays asiatiques et arabes, ainsi qu'avec la Chine et la Russie, regagnera certainement en importance à l'avenir.

«Les crises financières et écologiques ne peuvent pas être maîtrisées sans réforme financière et monétaire»

par Werner Wüthrich

Il est évident qu'aujourd'hui le système financier est gravement malade et que l'horizon est menaçant. Les propositions de réforme sont nombreuses et font l'objet de larges débats publics. Ainsi, on souhaite que les banques augmentent leurs fonds propres afin de pouvoir mieux compenser leurs éventuelles pertes futures. Les instances de surveillance doivent exercer un contrôle plus strict. Dans certains pays – et également en Suisse – on débat du système bancaire différencié. Les secteurs des banques qui font des opérations jugées particulièrement risquées (banques d'investissement) doivent être séparés des autres. On pourrait diviser les grandes banques en unités plus petites qui seraient mieux gérées et seraient seules à faire faillite en cas de crise. Dans la zone euro, on envisage une taxe sur les transactions financières. Ces réformes profondes sont sans doute judicieuses et certaines sont déjà réalisées. Toutefois, elles ont lieu dans le cadre du système monétaire actuel. Or peut-on vraiment stabiliser le système économique et financier dans la tourmente sans remettre en cause le système monétaire lui-même?

Il existe des propositions de réforme qui recherchent les causes profondes de la crise et dont les initiateurs introduisent directement dans leur analyse le système monétaire et financier mais elles sont encore peu connues du public. Récemment, en Suisse, a été fondée l'association «Modernisation monétaire». En mai de cette année, elle a présenté lors d'un congrès de deux jours à Winterthur une initiative populaire visant à modifier l'article 99 de la Constitution fédérale. Il s'agit de renforcer la Banque nationale et de donner une plus grande légitimité démocratique à sa politique. Avant tout, elle devrait à l'avenir réguler efficacement non seulement les liquidités en circulation mais également la monnaie scripturale que les banques d'affaires créent en accordant des crédits. A vrai dire, leur légitimité démocratique devrait en outre être renforcée. *Horizons et débats* va consacrer à cette initiative populaire une série de trois articles. Le premier, ci-dessous, présente les thèses principales de l'exposé du professeur *Hans Christoph Binswanger*. Le second, intitulé «Modernisation monétaire – Une initiative populaire demande une réforme monétaire totale» suivra. Il présentera les initiateurs et leur initiative. Quant au troisième article, intitulé «Il y a 60 ans, les citoyens votaient sur des questions fondamentales du système monétaire», il montrera que l'initiative de l'association «Modernisation monétaire» repose sur la tradition de la démocratie directe. Il y a 60 ans déjà, les citoyens suisses se sont, lors de trois votations différentes, prononcés sur des questions fondamentales du système monétaire et ont posé des jalons encore valables aujourd'hui.

«Les crises financières et écologiques ne peuvent pas être maîtrisées sans réforme financière et monétaire»

Lors du congrès de Winterthur, dans son exposé intitulé «Les crises financières et écologiques ne peuvent pas être maîtrisées sans réforme financière et monétaire», le professeur *Binswanger* a exposé les fondements du système monétaire moderne. Cet économiste s'est fait connaître par sa thèse sur la théorie monétaire, parue en 1969, et par ses recherches dans le domaine de la croissance économique liée à l'écologie. Jusqu'à son départ à la retraite en 1994, il a enseigné l'économie à l'Université de St-Gall et a reçu plusieurs distinctions pour l'ensemble de son œuvre.

Dans son exposé, il a montré qu'on n'a pas réussi ces dernières années à assurer l'approvisionnement monétaire du système économique et financier. En Allemagne, par exemple, entre 1992 et 2008, la masse monétaire a augmenté 8 fois plus que l'économie. Dans d'autres pays, la disparité est encore plus flagrante. Cette masse monétaire arrive sur les marchés, se déplace autour du globe,

entraîne les particuliers et les Etats à s'endetter de manière excessive et imprudente et à effectuer des spéculations de toutes sortes. Elle provoque des bulles et des crises boursières. Aujourd'hui, nous vivons cela de près presque quotidiennement.

Pourquoi cette disparité est-elle si marquée? Dans tous les manuels d'économie, on peut lire que les banques centrales ont pour mission d'ajuster l'approvisionnement monétaire au développement économique. Pourquoi n'a-t-on réussi cela nulle part? Messieurs *Greenspan*, *Bernanke*, *Trichet*, *Hildebrand* et Cie ont-ils échoué? Ou la faute réside-t-elle dans le système?

Les raisons de la croissance de la masse monétaire

L'augmentation excessive de la masse monétaire a des causes différentes presque dans tous les pays. D'une part, de nombreux économistes – et avant tout *Milton Friedman*, qui a fondé l'école de pensée monétariste – considèrent la régulation de la masse monétaire comme un instrument destiné à influencer la conjoncture: Une masse d'argent frais peut stimuler la conjoncture et relancer artificiellement la croissance. On s'accommode de l'inflation qui l'accompagne. Aujourd'hui, en règle générale, les banques centrales considèrent qu'une inflation est normale jusqu'à 2% bien qu'elle représente en 10 ans une perte de pouvoir d'achat de 25%. Il y a aujourd'hui des économistes (par exemple *Paul Krugman*), qui essaient même de préconiser des taux d'inflation nettement plus élevés. Toutefois, les résultats d'une telle politique ne convainquent pas. La politique monétariste ne peut pas à elle seule expliquer la disparité considérable entre l'augmentation de la masse monétaire et la croissance économique.

Pourquoi, en Allemagne, la masse monétaire a-t-elle augmenté 8 fois plus que l'économie? Comment expliquer ce phénomène? *Binswanger* a abordé la question et invité ses auditeurs à un voyage dans l'histoire de la monnaie. Il a fourni des réponses qui ont surpris la plupart de ses auditeurs. Nous allons l'accompagner et je compléterai ses explications par des déclarations qu'il a faites ces dernières semaines dans les médias.

Métamorphoses de l'argent

Il y a 100 ans encore, la monnaie était égale à l'or. Comment les citoyens vivaient-ils cela quotidiennement? Il y avait en Suisse à l'époque différents billets de banque qui avaient été émis pendant longtemps par diverses banques d'affaires, avant tout des banques cantonales. Après 1906, la *Banque nationale suisse* reprit cette fonction. Parallèlement, des pièces d'or – tout d'abord de 20 francs (vreneli), puis également de 10 et de 100 francs – circulaient. Les billets et les avoirs des comptes bancaires pouvaient en tout temps être échangés contre des pièces d'or. Quelque 60 millions de vreneli étaient en circulation. Certains les avaient dans leur porte-monnaie, d'autres les conservaient à titre d'épargne – et c'est encore le cas aujourd'hui. Ce système monétaire était simple, transparent et surtout proche des préoccupations des citoyens. Les monnaies des différents pays pouvaient être changées à un cours fixe qui correspondait au titre en or. La Suisse avait le franc-or, l'Allemagne le mark-or, la France le franc-or, l'Angleterre le sovereign, etc.

Pourquoi avons-nous besoin de l'argent? Quelle est sa fonction? Dans les écoles, on présente souvent l'argent comme une chose neutre: Nous en avons besoin pour acheter des marchandises et des services ou comme instrument d'épargne, pour les vacances, l'achat d'une voiture ou la retraite. Les banques reçoivent l'argent des épargnants contre un taux faible et le prêtent à un taux plus élevé, en particulier à des entreprises qui investissent. C'est évident et convaincant, car cela correspond à l'expérience pratique et au bon sens. Mais en est-il ainsi encore aujourd'hui? Pas tout à fait.

Le système monétaire a changé au cours du XX^e siècle. Lorsque la Première Guerre

mondiale éclata, en 1914, l'étalon-or classique (cf. supra) fut abandonné. Après le conflit, il fut réintroduit dans de nombreux pays mais de plus en plus édulcoré. Les monnaies nationales étaient certes encore définies par rapport à l'or, mais une partie seulement des billets de banque étaient couverts par de l'or et il devint bientôt impossible de les échanger contre de l'or. En Suisse, les pièces d'or furent définitivement retirées de la circulation en 1936 lorsque le franc suisse fut dévalué de 30%. En 1973, les cours de change furent totalement libérés et les derniers restes de l'étalon-or abolis après que les Etats-Unis eurent imprimé des quantités de dollars pour financer la guerre du Vietnam. Dès lors, les monnaies ne furent plus liées à l'or et les derniers obstacles à la création de monnaie tombèrent.

De l'argent créé ex nihilo

Dans le système actuel de papier-monnaie, les banques peuvent produire beaucoup d'argent à partir de rien. Comment cela? Nous pouvons comprendre le phénomène quand nous lisons dans les journaux que la banque centrale américaine, la *FED*, la *Banque d'Angleterre*, la *Banque centrale européenne* et également la *Banque nationale suisse* créent des milliers de milliards d'argent pour sauver les banques, stimuler la conjoncture, empêcher des Etats de faire faillite et également pour influencer les cours de change. Autrefois, on disait «faire fonctionner la planche à billets» et maintenant on parle d'«assouplissement quantitatif» (quantitative easing) et la procédure est essentiellement électronique.

Mais quand *Binswanger* a expliqué que non seulement les banques centrales mais aussi avant tout les banques d'affaires créaient des quantités d'argent, certains auditeurs ont eu de la peine à le suivre. Ils se doutaient cependant que c'est ici que se trouvait la réponse à la question de savoir pourquoi en Allemagne la masse monétaire avait augmenté 8 fois plus que l'économie.

Une banque d'affaires peut-elle vraiment produire de l'argent frais?

Oui, elle le peut, et cela en créant elle-même l'argent des crédits qu'elle accorde. Est-ce là de la magie? Non, ce sont des opérations du système bancaire moderne. Suivons pas à pas les explications de *Binswanger*. A vrai dire, les lecteurs sont avertis: le système monétaire est devenu plus compliqué et beaucoup moins transparent qu'à l'époque où les gens pouvaient échanger leur argent contre des pièces d'or. Il fonctionne tout différemment.

L'argent scriptural

Dans les magasins ou aux stations-service, nous payons avec notre carte de crédit. Nous recevons notre salaire sur notre compte courant, nous réglons notre loyer à partir de ce compte. Même pendant les vacances, nous n'avons guère besoin d'argent liquide. La plupart du temps, lors de ces paiements, l'argent ne circule pas, il se produit juste des changements dans la comptabilité des banques concernées. Nous payons donc avec de l'argent «scriptural», c'est-à-dire avec de l'argent qui figure dans les livres de comptes des banques. Ainsi les banques d'affaires peuvent créer presque autant d'argent qu'elles veulent quand elles accordent des crédits. Doivent-elles pour cela falsifier subtilement leurs comptes? Non.

Voici un exemple: Une banque accorde un crédit hypothécaire de 500 francs pour la construction d'une maison. En règle générale, elle ne remet pas de l'argent comptant à son client mais elle porte cet argent à son crédit, c'est-à-dire qu'elle s'engage à lui verser cet argent en cas de besoin. Aucun argent ne circule et la banque se borne à inscrire dans ses comptes sa promesse de paiement qui est utilisée comme de l'argent liquide. Le paiement des factures de l'architecte et des entrepreneurs s'effectue de la manière suivante: La banque fait transiter les montants (la «promesse de paiement») d'un compte vers les autres. A son tour, l'architecte paie

ses employés selon le même procédé. La banque en question, ou une autre, fait passer l'argent (la «promesse de paiement») de son compte vers les autres. A leur tour, les employés paient leur loyer de cette manière. Depuis l'engagement financier originel de la banque lié à l'hypothèque, il s'est créé de l'argent qui s'est mis à circuler indépendamment du crédit.

La banque qui a accordé le crédit va-t-elle jamais s'acquitter de sa promesse de paiement? Non. Elle doit juste tenir à la disposition de son client un petit montant de billets au cas où celui-ci prélèverait de l'argent au guichet ou au distributeur automatique. Mais ce n'est pas si fréquent, si bien qu'aujourd'hui l'argent est fait à 95% de monnaie scripturale des banques et à environ 5% d'argent liquide qui relève de la compétence de la banque centrale.

Les banques d'affaires peuvent ainsi créer elles-mêmes presque à volonté de l'argent au-delà de leur capacité de crédit. La seule limite consiste dans le peu d'argent liquide qu'elles doivent tenir à disposition pour les prélèvements des clients. Si elles n'en ont pas assez, elles peuvent en obtenir de la banque centrale. Elles ne peuvent se le procurer qu'après avoir sollicité un crédit mais la banque centrale ne va guère le leur refuser si elle ne redoute pas immédiatement une inflation.

Autrefois, les clients de la banque commençaient par verser leurs économies et ensuite la banque en prélevait une partie pour la prêter sous forme de crédits, avant tout à des personnes qui voulaient faire un investissement. Aujourd'hui, la banque crée cet argent elle-même. Avec la construction de la maison naît la valeur réelle qui couvre le crédit qui avait été créé à partir de rien.

Conséquences

On comprend immédiatement pourquoi les banques centrales ont tant de peine à réguler la masse monétaire. C'est parce que les diverses banques créent elles-mêmes de l'argent. Ce processus de création de monnaie est opaque et difficile à réguler parce que chaque banque a sa propre conception des affaires. Les banques centrales ont trop souvent vu échouer leur politique monétaire (qui est de plus en plus impuissante). C'est pourquoi, aujourd'hui, les banques centrales ne régulent plus vraiment la masse monétaire mais tentent d'exercer une influence sur l'économie surtout en modifiant artificiellement les taux, par exemple, en mettant leur argent à disposition presque gratuitement.

Inégalité

Binswanger évoque d'autres particularités du système actuel: Un emprunteur qui contracte un crédit auprès d'une banque doit payer régulièrement des intérêts et rembourser le prêt, la plupart du temps en plusieurs versements. En revanche, la banque qui crée elle-même dans sa comptabilité l'argent du crédit n'a pratiquement pas de frais. Pour *Binswanger*, cette «asymétrie» est la raison principale pour laquelle les affaires financières sont devenues si lucratives au cours des dernières décennies et que les salaires sont tellement élevés dans ce secteur: «En 1980 encore, aux Etats-Unis, le rapport entre le revenu moyen d'un ouvrier et les revenus les plus élevés était de 1:41. Aujourd'hui, il est de 1:560. La création démesurée de monnaie a surtout profité à ceux qui travaillent dans le secteur financier.»

Système dangereux

Le lecteur profane va peut-être penser ceci: Si une banque peut créer elle-même l'argent des crédits qu'elle accorde, pourquoi rencontre-t-elle des difficultés lorsqu'un ensemble de débiteurs ne peuvent pas rembourser leurs dettes? Selon les règles comptables du *Code des obligations suisse*, la banque doit comptabiliser ces crédits comme des pertes et celles-ci peuvent prendre d'énormes proportions lors d'une crise. Dès que les pertes dépassent

«Les crises financières et ...»

suite de la page 6

les fonds propres, autrement dit dès qu'elles ne peuvent plus être couvertes par les fonds propres, la banque doit informer le juge des faillites, même lorsqu'elle a encore suffisamment d'argent en caisse.¹ C'est pourquoi les banques – selon les réformes récentes – doivent posséder davantage de fonds propres (afin de pouvoir mieux couvrir des pertes futures). Cependant cela ne change rien au «système».

Les mécanismes évoqués ci-dessus rendent notre système monétaire instable et dangereux: D'une part, il permet aux banques d'accorder à la légère des crédits en créant de l'argent et de faire des profits importants; d'autre part, cela entraîne des conséquences pour les banques quand des débiteurs privés ou des Etats qui se sont imprudemment endettés dans ce système ne remboursent pas leurs prêts. Trop souvent, la banque centrale ou l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, doivent leur venir en aide. Le sauvetage consiste en ce que les banques qui se sont mises dans cette situation critique reçoivent de nouveaux fonds propres (par exemple de l'Etat) ou que les crédits (ou les titres) toxiques sont transférés dans une banque poubelle (bad bank) créée par la banque centrale à cet effet. Les deux procédures ont été appliquées en Suisse dans le cas de la presque faillite d'UBS.

En résumé: Dans le système actuel, les banques d'affaires ont une grande marge de manœuvre pour créer de l'argent par le biais des crédits. Notre argent est constitué à 95% de monnaie scripturale et à 5% d'argent liquide provenant de la banque centrale. Cela nous permet de répondre à notre question de départ, à savoir comment il est possible qu'en Allemagne, la masse monétaire ait augmenté 8 fois plus que l'économie et pourquoi aujourd'hui les banques centrales ont tant de peine à réguler la monnaie si bien que des quantités énormes d'argent circulent autour du globe et que des crises financières se déclenchent sans cesse et à intervalles de plus en plus rapprochés.

La faute incombe au système

Binswanger ne critique pas avant tout la politique monétaire inefficace de Greenspan, Bernanke, Trichet, Hildebrand et Cie, qui n'ont pas réussi à maîtriser vraiment la masse monétaire hypertrophiée. Pour lui, la faute incombe au système et il faut y remédier.

Mais ce n'est pas tout. Binswanger ne serait pas Binswanger s'il n'avait pas approfondi la question et n'avait pas intégré à ses réflexions la croissance économique et l'écologie.

Quel rôle l'argent joue-t-il dans l'économie moderne et pourquoi est-il urgent que les banques centrales contrôlent véritablement la monnaie?

La monnaie est beaucoup plus qu'un instrument nous permettant d'acheter des biens et d'épargner. C'est le moteur de l'économie moderne et les banques en sont les «postes de commande». C'est ce que dit Hans Christoph Binswanger, directeur de thèse de *Josef Ackermann*, P.-D. G. de la *Deutsche Bank*, qui est sans doute le banquier le plus connu d'Europe.

Faut-il empêcher la création de monnaie? Non. Pour Binswanger, il ne s'agit pas de l'empêcher mais de la réguler, de chercher à savoir de quelle quantité d'argent frais l'économie a besoin pour se développer saine-ment.

L'économie moderne a besoin d'argent frais, mais pas comme aujourd'hui sans contrôle et de manière excessive, ce qui stimule artificiellement la conjoncture et la croissance, les fait constamment s'effondrer et ne cesse d'approvisionner le «casino financier» global en une quantité énorme de nouveaux «jetons».

Continuons d'accompagner Binswanger dans son excursion à travers le monde de l'argent. L'économie capitaliste a besoin d'argent frais parce qu'elle doit croître. Binswanger parle de la nécessité de la crois-



Selon l'initiative populaire de l'association «Modernisation monétaire», il faudrait compléter le système des trois pouvoirs – exécutif, législatif et judiciaire – par un quatrième appelé «monétaire». Il serait responsable du système monétaire et émettrait le «Vollgeld». Ainsi, le système monétaire ne serait pas nationalisé, mais la Banque nationale deviendrait une institution de droit public et l'argent un service public. (photo thk)

sance. Une croissance zéro ferait échouer l'économie de marché. Pourquoi? Prenons quelques exemples.

Nécessité de la croissance

Une entreprise a l'intention de développer un nouveau produit et de le commercialiser. De long préparatifs sont nécessaires qui peuvent durer plusieurs années. Le produit doit être mis au point puis testé. Il faut de nouvelles machines et un personnel nouveau doit éventuellement être engagé et formé. Il faut planifier les ventes futures. Cela entraîne des frais auxquels il faut faire face longtemps avant que l'on puisse enregistrer des profits. Il faut donc un capital, soit des fonds propres, soit des crédits bancaires. Pendant tout ce temps personne ne sait avec certitude si le nouveau produit aura du succès auprès des consommateurs. Peut-être faudra-t-il le liquider au rabais, ce qui entraînera des pertes importantes qui devront être épongées d'une manière ou d'une autre.

Ainsi *Nespresso* est aujourd'hui le produit le plus rentable de *Nestlé*. Les nouvelles capsules avaient déjà été inventées et développées en 1974 et les installations industrielles construites au cours des années suivantes. Puis il y eut des années difficiles marquées par des pertes. Pendant ce temps, *Nestlé* dut se développer dans d'autres domaines pour compenser les pertes. La décision de mettre fin au projet fut constamment différée et le succès commença en 1995. Depuis lors, le produit fait un tabac. L'entreprise *Nespresso* fait actuellement un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs qui augmente chaque année de 30 à 40%, et elle emploie 4500 personnes.

Les intérêts et le profit compensent les risques

Comme chaque nouveau produit implique un risque, les banques exigent des intérêts pour chaque crédit qu'elles accordent. Et les fonds propres doivent également rapporter des bénéfices, sinon personne ne mettrait à disposition des crédits pour des entreprises aussi risquées. Il existe suffisamment d'exemples de produits qui ont échoué. Même les coopératives sont orientées vers le profit. Elles aussi doivent gagner plus qu'elles ne dépensent pour couvrir les risques variés de la vie commerciale. Si elles ne le font pas, elles risquent la faillite. Ceux qui veulent réaliser un profit supplémentaire pour payer les intérêts des crédits doivent gagner plus qu'ils ne dépensent, et avant tout pour payer les intérêts du capital investi dans les produits qui ne seront commercialisés que beaucoup plus tard. C'est pourquoi la croissance est nécessaire et de l'argent frais doit être introduit dans le système, mais pas comme aujourd'hui. Selon Binswanger, «Nous avons aujourd'hui dans le monde une croissance moyenne de quelque 5%, ce qui risque de provoquer une catastrophe écologique. L'Europe devrait avoir à l'avenir une croissance très lente tandis que les pays émergents devraient voir leur prospérité augmenter rapidement. En définitive, une croissance de 1,8% suffirait pour faire fonctionner le système.»

Aujourd'hui, dans les pays industrialisés, on vise une croissance d'à peu près 3% voire davantage. Est-ce compatible avec le 1,8% nécessaire au système? A ce sujet, Binswanger parle de «poussée vers la croissance» (*Wachstumsdrang*) qui incite l'économie à croître plus qu'il n'est nécessaire et raisonnable. Qu'entend-il par là? Suivons ses explications.

Poussée vers la croissance

«La poussée vers la croissance se caractérise essentiellement par le fait que les entreprises et les investisseurs, avant tout les actionnaires [...], quand ils investissent leur argent, veulent réaliser non seulement un profit minimal mais le profit le plus élevé possible. Cette recherche d'optimisation du profit est renforcée par le fait que [...] les profits, et par conséquent aussi les dividendes escomptés, sont d'autant plus élevés que les investissements et l'augmentation de la production sont importants. C'est valable pour toutes les entreprises et donc pour l'ensemble de l'économie.»

Cependant cette poussée vers la croissance ne s'arrête pas à la croissance réelle. Dans la dynamique d'accroissement de la masse monétaire, on prend des crédits bancaires qui ne servent pas à financer des investissements productifs (comme dans notre exemple de la construction d'une maison) mais à acheter des actifs spéculatifs dont on suppose que la valeur va augmenter si la demande continue de croître en raison de la constante augmentation de la masse monétaire. Si on les achète maintenant, on peut réaliser un gain quasi gratuitement. C'est particulièrement le cas des actions. Il vaut donc la peine de s'endetter, c'est-à-dire de prendre des crédits et de payer des intérêts lorsque ceux-ci sont bas et que la hausse attendue est plus élevée que les intérêts. Cette attente est une spéculation et, comme toute spéculation, elle est risquée, en particulier parce que les intérêts des crédits qu'on a pris peuvent augmenter. Ils augmentent quand la banque centrale exige des intérêts plus élevés pour les crédits que demandent les banques pour augmenter leur capacité de crédit. Et les banques doivent alors également exiger des intérêts plus élevés. Les banques centrales augmentent leurs taux lorsqu'elles craignent une évolution inflationniste, précisément à cause de la création monétaire spéculative. Dans ce cas, on en arrive à l'éclatement d'une bulle, à une crise financière suivie d'une crise économique. C'est exactement ce qui s'est passé en 2008 lorsque la *Federal Reserve Bank* (FED) américaine a fait passer son taux de 1% à 5%.»

Une croissance aux dépens de l'environnement

«Et s'il n'y avait pas de crise financière, tout serait-il pour le mieux? Non, car la nécessité de la croissance et la poussée vers la croissance ne peuvent se réaliser que s'il existe suffisamment de ressources naturelles (matières premières et sources d'énergie) nécessaires à la production. Et la règle est la suivante: les matières premières et les sources d'énergie

peuvent être puisées dans la nature sans que les propriétaires des ressources ne doivent les payer. Leur consommation est gratuite pour eux. Cela équivaut à un endettement vis-à-vis de la nature qu'on n'a pas à rembourser, si bien qu'il est lucratif de s'approprier le plus possible de ressources naturelles et de les exploiter dans la production. En effet, c'est naturellement lorsqu'on peut vendre quelque chose qu'on n'a pas acheté que l'on réalise le plus de profits.

Mais la croissance économique se trouve de plus en plus confrontée à la pénurie à long terme des ressources car elles ne sont pas illimitées. Leur utilisation ne peut donc pas être augmentée à volonté. Contrairement à la monnaie de papier et à la monnaie scripturale que l'homme peut fabriquer, la nature impose ses limites.

Alors que faire face à la vulnérabilité économique et écologique aux crises qui caractérise notre économie? On ne pourra pas – je le répète – échapper fondamentalement à la nécessité de la croissance tant que l'on voudra – et cela avec raison – conserver une économie fondée sur des entreprises indépendantes qui investissent librement dans l'économie de marché fondée sur la division du travail mais qui sont en conséquence exposées au risque. Personne ne va mettre à disposition de l'argent (capital ou avance) s'il ne peut pas espérer récupérer davantage que sa mise. Il préférera alors conserver son argent plutôt que de l'exposer à un risque.

Toutefois, nous pouvons réduire considérablement la croissance et l'orienter. L'objectif peut et doit être une économie durable qui résiste mieux aux crises et soit plus respectueuse de la nature. Aussi n'échappe-t-on pas à la nécessité de réformes de l'économie réelle, par exemple une «réforme fiscale écologique» et une réforme monétaire profonde.»

Que faire?

Il ne suffit pas de critiquer les responsables politiques et monétaires pour les mauvais résultats de leur action. Il faut modifier le système et il ne s'agit pas uniquement de la monnaie mais de la gestion générale de l'économie. Binswanger attaque le problème sous deux angles différents:

1. Il faut réformer la société anonyme

Binswanger voit dans la forme juridique de la société anonyme un authentique moteur de croissance. Il faudrait réussir à corser cette forme d'association orientée vers la croissance. La société anonyme est un produit des XVII^e et XVIII^e siècles. Dès le XIX^e siècle, on a cherché des moyens d'en limiter la taille lorsque des sociétés comme la *Compagnie des Indes orientales* étaient devenues gigantesques et constituaient de véritables Etats dans l'Etat. La problématique du «too big to fail» était alors plus aiguë que maintenant. Et Binswanger d'enchaîner:

«Mes réflexions ne sont pas encore abouties, je discute de mon projet avec des praticiens et des théoriciens, mais mon idée est qu'il faudrait répartir le capital des sociétés anonymes en actions nominatives et en actions au porteur. Les premières, qui garantissent des droits de propriété perpétuels, ne doivent pas être négociés en Bourse, et l'être en dehors des Bourses uniquement après un délai de 3 ans. Les actions au porteur, en revanche, sont négociées en Bourse et ont une durée de 20 ou 30 ans seulement. Après, l'entreprise doit racheter ces actions à leur valeur nominale. Cela réduirait la spéculation et supprimerait la pression boursière visant à faire monter sans cesse les actions.» En outre, on devrait encourager les sociétés en nom collectif, les fondations et les coopératives afin de réduire la poussée vers la croissance.

Binswanger ne demande pas, comme *Stiglitz* ou *Roubini*, que l'Etat impose l'éclatement de sociétés anonymes gigantesques comme les grandes banques multinationales qui ne peuvent plus guère être gouvernées convenablement et représentent un danger pour l'économie. En tant qu'ordo-libéral, il propose de modifier les règles du marché de manière à ce que les sociétés ne deviennent pas aussi importantes. Un exemple historique permettra d'illustrer le problème. En 1911, la Cour suprême américaine avait fait éclater la *Standard Oil Company* de *David Rockefeller*

¹ Cette règle ne connaît qu'une exception: Les banques centrales ne peuvent pas faire faillite parce que le «système» ne fonctionne pas sans elles. La Banque centrale est la seule banque qui puisse continuer à travailler lorsque ses pertes dépassent ses fonds propres.

Lié à sa patrie – Le canton de Thurgovie rend hommage à son photographe Hans Baumgartner

Expositions de photos relatives à divers thèmes régionaux

par Urs Knoblauch, Fruthwilen TG

Hans Baumgartner (1911–1996), enseignant au niveau secondaire et photographe, aurait eu son centenaire en 2011. Comme chaque canton en Suisse, le canton de Thurgovie a aussi ses grands photographes, écrivains, scientifiques, personnalités et artistes qui méritent d'être honorés. L'important œuvre photographique de Hans Baumgartner est jusqu'à nos jours très apprécié en Suisse orientale, et il a en Suisse, et aussi au niveau international, une haute importance. Les photos exposées ont été majoritairement mises à disposition par l'importante succession de la «Fotostiftung Schweiz» (Martin Gasser), mise en ordre d'une manière exemplaire par le photographe. De nombreuses personnalités et institutions ont contribué à la réussite des expositions et des manifestations.



Lac Inférieur en 1948, Hans Baumgartner
© Fotostiftung Schweiz/ Pro Litteris

Déjà pendant les cours du Séminaire pédagogique de Kreuzlingen et des études d'enseignement au niveau secondaire à l'Université de Zurich sont nées, dès 1929, les premières photographies. Hans Baumgartner s'intéressa tôt à la physique, la chimie et la photographie. Bientôt il a pu publier des photos dans des magazines de photos, des journaux et des revues importants. Par moments il a dû interrompre ses activités préférées d'enseignant pour des reportages à l'étranger ou pour des projets de livre. Son livre patriotique destiné à l'édition du matériel scolaire du canton de Thurgovie: «La Thurgovie – notre patrie» (1970) et d'autres livres de photos sur le canton sont devenus célèbres. Les manuels scolaires à la conception desquels Baumgartner a aussi collaboré, sont des exemples de la haute tradition et culture suisse dans les manuels scolaires. Dans le livre patriotique, des photos choisies, «la

bonne photo», ont le but de faire mieux comprendre aux jeunes citoyens les effets concomitants de la population d'un canton dans ses aspects humain, économique, politique et culturel afin qu'ils puissent collaborer avec fierté, engagement et plaisir au bien commun, en petit comme en grand. Des photographies et des livres peuvent apporter une importante contribution à la cohérence, à l'identité et à un rayonnement positif de notre pays. De nombreux musées et expositions rendaient hommage à son œuvre encore de son vivant.

L'activité pour le nécessaire et le commun

Les photographies de Hans Baumgartner montrent avec sensibilité des situations quoti-



Ecolière thurgovienne en 1936, Hans Baumgartner
© Fotostiftung Schweiz/ Pro Litteris

diennes, qui représentent aujourd'hui déjà des aspects d'histoire contemporaine; la dignité de l'homme est toujours au centre. Jamais personne n'est ridiculisé, il se faisait du souci quant à l'utilisation de la photographie, de plus en plus orientée vers la consommation et manquant de réflexion.

Mondialement, chaque jour, 250 millions de photos sont produites. 10000 photos actuelles arrivent quotidiennement à l'agence *keystone*. A l'auteur du présent article, qui fut encore quelques années en contact avec Hans Baumgartner, ce dernier parla d'un «analphabétisme photographique» préoccupant. Avec sa préoccupation d'enseignant, il voulait avec ses photogra-

phies «promouvoir la curiosité naturelle, la joie de la découverte et la soif de savoir, comme base de vie essentielle» pour ses élèves. Ainsi ses photographies sont proches de l'homme, dans son quotidien, dans son travail, dans sa patrie.

Il y a des photos magnifiques de l'agriculture, de la nature, de l'artisanat et de diverses entreprises. Dans les différents lieux d'expositions, il y a des liens biographiques et thématiques. Au Musée du lac à Kreuzlingen sont exposées des photos sur les activités de pêche au lac Inférieur, au Musée scolaire d'Amriswil, il y a quelques photos exceptionnelles sur l'école à admirer, aux archives d'Etat à Frauenfeld, on peut voir des travaux colorés destinés aux livres scolaires, patriotiques et de jubilé (les archives ont pu acheter plus de 8000 diapositifs en couleurs) et au Heimatmuseum/Stiftung Turmhof à Steckborn, figure un échantillon représentatif de son œuvre. Dans sa commune d'origine, à Altnau TG, on a aussi pu admirer ses photos; dans l'église de Steckborn a eu lieu une cérémonie impres-

sionnante en présence de Madame Elisabeth Baumgartner. Des membres de l'Université populaire de Steckborn et d'autres institutions y ont pris part.

Ainsi, le canton de Thurgovie a organisé d'une manière exemplaire des festivités culturelles empreintes de joie, une méditation historique et culturelle pleine de cohérence. Il est souhaitable que l'éthique photographique de Hans Baumgartner continue à rayonner, et que d'autres cantons à leur tour valorisent les œuvres précieuses de chez nous et les transmettent à la jeune génération.

Pour de plus amples informations sur les différentes expositions, veuillez consulter le site: www.baumgartner-feiern.ch

«Les crises financières et ...»

suite de la page 7

en de nombreuses entreprises de moyenne importance. Cette intervention musclée de l'Etat n'a résolu les problèmes qu'à court terme. En effet, certaines des sociétés issues du démantèlement, comme *Exxon Mobile (ESSO)* et *Chevron*, sont devenues gigantesques à leur tour. Aujourd'hui, de par sa valeur boursière, *Exxon* est la plus grande entreprise du monde.

2. Il faut réformer le système monétaire

Binswanger aborde ensuite le système monétaire au sein duquel les banques font office de postes de commandement. Actuellement, les banques peuvent créer de l'argent à volonté. «La banque centrale doit reprendre le monopole de la création de crédit et de monnaie afin de réguler véritablement la masse monétaire.»

Solution intermédiaire entre l'étalon-or et la «monnaie de papier»

Binswanger: «Il s'agit fondamentalement de trouver une solution intermédiaire entre l'ancien système de l'étalon-or, dans lequel la création de monnaie était limitée par la convertibilité en or de la monnaie de papier et donc par le volume d'or disponible, et le système monétaire actuel qui permet une création illimitée de papier-monnaie et de monnaie scripturale. Revenir à la convertibilité en or – comme certains le proposent – limiterait excessivement la création de monnaie. Inversement, l'actuel système monétaire dans lequel les banques d'affaires ne doivent disposer que d'une petite fraction de la monnaie scripturale en monnaie de la banque centrale ne permet pas de subordonner la création de monnaie à des objectifs d'économie générale.» Alors que faire? Binswanger envisage deux possibilités:

1. De l'argent couvert à 100% par la banque centrale

«Je propose de revenir à une ancienne idée de l'économiste américain *Irvin Fisher* qui voulait que chaque crédit accordé par une banque soit couvert à 100% par de l'argent de la banque centrale. Cela empêcherait les banques d'affaires de créer de l'argent de manière illimitée dans le seul but de réaliser des profits. Le capitalisme serait moins instable et moins vulnérable.» On pourrait adopter cette solution sans modifier la Constitution, dans le cadre des lois existantes. En Suisse, les réserves minimales sont fixées dans la *Loi sur la Banque nationale*.

2. Introduction du «Vollgeld»

La proposition va plus loin. Une banque d'affaires qui veut accorder des crédits doit tout d'abord se procurer cet argent auprès de la Banque nationale sous forme d'argent liquide et non de monnaie scripturale. Ainsi, les banques d'affaires n'auraient plus la possibilité de créer elles-mêmes de l'argent en accordant des crédits. Les initiateurs du Congrès appellent cette nouvelle forme d'argent «Vollgeld». Une telle réforme nécessiterait une modification de la Constitution. L'actuel article 99 stipule que seule la Confédération a «le droit de battre monnaie et d'émettre des billets de banque». Il faudrait donc ajouter l'argent scriptural et préciser qu'il relève exclusivement de la compétence de la Banque centrale.

«Modernisation monétaire»

L'association «Modernisation monétaire» (Momo) récemment créée voudrait faire introduire le «Vollgeld» par le biais d'une initiative populaire. Pour les initiateurs, il s'agit là d'une proposition qui pourrait être reprise par d'autres pays. Les statuts de la Banque nationale devraient être légèrement modifiés. Il faudrait compléter le système des trois pouvoirs – exécutif, législatif et judiciaire – par

un quatrième appelé «monétaire». Il serait responsable du système monétaire et émettrait le «Vollgeld». Ainsi, le système monétaire ne serait pas nationalisé, mais la Banque nationale deviendrait une institution de droit public et l'argent un service public.

Nous reviendrons sur le sujet dans un prochain article consacré à l'initiative.

Bibliographie

Handout Referatstext Prof. H.C. Binswanger vom 13.5.2011 in Winterthur: info@monetative.ch, www.monetative.ch

Binswanger, Hans Christoph (2006): *Die Wachstums-spirale*, ISBN 978-3867740720

Binswanger, Hans Christoph (2009): *Vorwärts zur Mässigung*, ISBN 978-3895187834

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich